

L'ambassadeur de France à Rabat rappelé

ÉDITION NEUCHÂTEL/JURA

N° 19 - Lundi 24 janvier 1966

Le Peuple La Sentinelle

QUOTIDIEN SOCIALISTE — RÉD., ADM. et PUBL. La Chaux-de-Fonds: Parc 103 16; réd. (039) 3 10 88, 16; adm. et publ. (039) 3 10 87 CCP 23 513
Lausanne: Saint Pierre 1 161 (021) 22 69 10, CCP 10 8300 Genève: Argand 4 161 (022) 32 42 46, CCP 12 2715 ABONNEMENTS 1 mois Fr. 3,50
3 mois Fr. 10, — 6 mois Fr. 20, — 1 an Fr. 40, — LE NUMÉRO 30 cl. Directeur René Meylan Rédacteur en chef responsable Willy Brandt
Rédacteurs Eugène Maléus (La Chaux-de-Fonds) Octave Hegez (Lausanne) Louis Piquet (Genève)

La crise franco-marocaine est ouverte

Paris. — Avec le rappel à Paris, dimanche, de l'ambassadeur de France à Rabat, M. Robert Gillet, la crise est maintenant ouverte dans les relations franco-marocaines à la suite de l'affaire Ben Barka. Dans une note remise par l'ambassadeur de France au ministre des Affaires étrangères du Maroc, avant son rappel, le Gouvernement français renouvelle ses graves accusations quant au rôle joué par le ministre de l'Intérieur marocain, le général Oufkir, dans la disparition de M. Ben Barka.

» La convention judiciaire franco-marocaine dispose dans son article 28, paragraphe premier, conformément à la coutume internationale, que les parties contractantes n'extraderont pas leurs ressortissants respectifs.

» En conséquence, le Gouvernement français ne peut se prévaloir de la convention sus-visée.

» Celle-ci prévoit d'autre part (article 28, paragraphe 2), que l'une des parties peut, dans des conditions déterminées, demander à l'autre de poursuivre l'un de ses ressortissants.

» Mais le Gouvernement français, qui s'est déjà efforcé sans aucun résultat d'obtenir du Gouvernement marocain qu'il prenne les mesures nécessaires pour que la lumière soit faite, ne peut croire que l'application de cette clause répondrait en l'espèce aux conditions nécessaires de la manifestation de la vérité.

» Il estime, en conséquence, qu'il n'est pas possible, sur le plan franco-marocain, d'envisager cette affaire d'un autre point de vue que du point de vue politique.

» A partir du moment où un membre du gouvernement de l'un des pays est mis en cause de telle manière, il s'agit d'une affaire de gouvernement à gouvernement...»

Les circonstances qui entourent le rappel de l'ambassadeur de France au Maroc font de cette crise la plus grave qui se soit ouverte entre Paris et Rabat depuis l'interception de l'avion de Ben Bella, le 22 octobre 1956, quelques mois seulement après la proclamation de l'indépendance du Maroc (2 mars 1956). A la suite de cette interception, le roi du Maroc, Mohamed V, père du souverain actuel, avait rappelé son ambassadeur à Paris, M. Abderrani Bouabid.

Dans le contexte des relations franco-marocaines, le rappel d'un ambassadeur est le geste le plus grave qui ait été jusqu'ici accompli par Rabat ou par Paris. Jamais dans le passé, depuis l'indépendance du Maroc, il n'y a eu rupture des relations diplomatiques.

La note française

« L'instruction menée par la justice française au sujet de l'affaire Ben Barka a conduit le juge à la conviction que le Ministère marocain de l'Intérieur a organisé l'enlèvement et que le ministre marocain de l'Intérieur et plusieurs de ses collaborateurs directs ont participé personnellement aux dernières phases de l'opération », déclare la note remise par M. Gillet au ministre marocain des Affaires étrangères, M. Benhima.

« En conséquence, le juge d'instruction vient de lancer un mandat d'arrêt international contre le général Oufkir, M. Dlimi et M. Chtouki.

Heath et Grimond au 10, Downing Street

Londres. — Répondant à l'invitation du premier ministre, M. Edward Heath, leader du Parti conservateur, et M. Jo Grimond, leader du Parti libéral, se sont rendus en fin de matinée au 10, Downing Street, pour y prendre l'apéritif en compagnie de H. Wilson, d'Arthur Bottomley, ministre chargé des relations avec le Commonwealth, et de Sir Hugh Beadle, juge en chef de la Cour suprême de Rhodésie.

Aux journalistes qui s'étonnaient de sa présence, M. Heath a expliqué: « J'avais dit que je ne viendrais pas pour une occasion purement officielle; hier soir, M. Wilson a changé d'avis et a décidé que la rencontre aurait lieu dès 11 h. 30 pour que nous puissions avoir assez de temps pour parler. »

En arrivant, Sir Hugh Beadle a déclaré qu'il avait provisoirement fixé son retour en Rhodésie pour dimanche soir.

Italie: grève des médecins

Rome. — Les directeurs, les médecins et les assistants des hôpitaux de toute l'Italie ont commencé aujourd'hui une grève de six jours qui prendra fin samedi 29 janvier à minuit. Les services d'urgence et l'assistance aux malades graves seront assurés.

Le mouvement, auquel ont adhéré les principales organisations syndicales des médecins hospitaliers, a été décidé pour appuyer des revendications portant notamment sur l'adoption par le gouvernement de la réforme des services sanitaires et des hôpitaux, ainsi que pour soutenir des revendications d'ordre financier.

La crise gouvernementale en Italie



La crise gouvernementale en Italie n'a pas encore trouvé une solution. Les consultations pour la formation d'un nouveau cabinet ont été poursuivies ce week-end. M. Aldo Moro (à droite), qui a démissionné il y a quelques jours, a été chargé par les démocrates-chrétiens de former le nouveau gouvernement. L'ancien ministre des Affaires étrangères, Amintore Fanfani (à gauche), qui avait démissionné après l'affaire La Pira, a déclaré qu'il serait prêt à entrer dans un nouveau cabinet.

Le fait du jour

La Belgique, comme la Suisse et la plupart des pays d'Europe occidentale, n'échappe pas à la marée malsaine que représente la hausse du coût de la vie. Cette marée est capable, si on ne prend pas les mesures nécessaires pour la mater ou la freiner, de submerger les accords, les conventions et la législation qui maintenaient une certaine paix sociale sur notre continent.

En Belgique, à Liège en particulier, mercredi dernier, des milliers de travailleurs ont défilé en quatre grands cortèges pour se réunir sur la place Saint-Lambert. Pour participer à cette vaste manifestation de mécontentement, qui se déroulait durant les heures de travail, les travailleurs avaient volontairement débrayé. Le motif principal de ce meeting consiste dans les prétentions extraordinaires du corps médical en matière d'honoraires et la menace d'une nouvelle grève des médecins.

L'Assurance maladie invalidité (AMI) a vu ses dépenses et ses déficits fortement augmentés par suite de la hausse du coût de la vie et de l'accroissement considérable du nombre des assurés sociaux, qui sont actuellement de 8 954 000 sur une population de quelque 9 millions 600 000 personnes; ce sont incontestablement les médecins qui sont les grands bénéficiaires de l'extension de l'AMI, car leurs revenus ont considérablement augmenté.

Avant le 1^{er} novembre 1964, les honoraires médicaux étaient fixés respectivement à 40 fr., 60 fr. et 80 fr., suivant que les consultations avaient lieu dans le cabinet du médecin, au domicile du malade ou qu'il s'agissait d'une consultation de spécialiste.

Après cette date, les honoraires ont été portés respectivement à 63, 79 et 126 fr.

Ce sont ceux-ci qui ont été mis en cause par les médecins, leurs chambres syndicales ayant décidé de les porter à 80 fr., à 130 fr. et 140 fr., soit en multipliant par deux les honoraires d'avant le 1^{er} novembre 1964!

Cette décision, prise unilatéralement à la suite du désaccord entre parties, n'est pas légale et place les payeurs et les malades devant le fait accompli. Car c'est le gouvernement, par ses 10 milliards de subsides, et les organismes assureurs et leurs affiliés qui, par leurs cotisations, sont les grands perdants dans cette affaire.

Les syndicats ouvriers mettent les organisations médicales au défi de déclarer que les ressources de leurs membres n'ont pas doublé en deux ans. Il serait donc immoral que, au moment où le gouvernement demande à tous un effort pour couper les pointes de l'inflation, les seuls médecins voient encore leur situation s'améliorer de 25%. En consentant une nouvelle majoration de 5%, le gouvernement et les assurés, dont la capacité d'achat diminue au fil des mois, font un geste dont le corps médical devrait se contenter.

Il est bon de dénoncer ces faits et d'établir ainsi les responsabilités. Si, malheureusement, des troubles ou des violences venaient à se manifester, il ne faudra pas les mettre à la charge des travailleurs. EUGÈNE MALÉUS.

N. B. — Les chiffres correspondent naturellement à des francs belges.

Rio: après l'inondation, le manque d'eau

Rio de Janeiro. — Les avaries provoquées dans le système de distribution d'eau potable de Rio de Janeiro par les récentes pluies transforment en un véritable supplice la vague de chaleur (atteignant 40 degrés à l'ombre) que connaît actuellement la cité brésilienne.

Dans certains quartiers, notamment au nord de la ville, des files de gens portant des récipients se sont formées dimanche dès les premières heures de la matinée autour des principaux points d'eau alimentés tandis qu'ailleurs d'autres personnes, qui avaient renoncé à se rendre sur les plages, envahies par une foule énorme se douchaient devant les bouches d'incendie.

● Paris. — Jean Galtier-Boissière vient de mourir à l'âge de 75 ans. Il avait été dans l'entre-deux-guerres un des plus terribles polémistes, qui défendait avec férocité les thèses pacifistes. Il n'a pas seulement été un journaliste, mais aussi un critique littéraire et un mémorialiste.

Pragmatisme ségrégationniste

Birmingham (Alabama). — Le Comité directeur du Parti démocrate d'Alabama — qui est considéré comme l'un des Etats les plus « ségrégationnistes » du Sud — a décidé de supprimer la mention « Suprématie des Blancs — Pour le droit », qui était sa devise depuis 1904 et qui figurait notamment sur ses bulletins de vote, et de la remplacer par les mots: « Démocrates » et « Pour le droit ».

Le parti a pris cette décision afin de ne pas s'aliéner, aux prochaines élections les voix de quelque 150 000 Noirs au bénéfice du Parti républicain, qui est en net progrès dans les Etats du Sud depuis quelques années.

L'AELE et le Marché commun

Strasbourg. — Les pays de l'Association européenne de libre-échange, réunis le week-end dernier à Strasbourg, ne sont pas d'accord sur l'attitude qu'il y a lieu d'adopter à l'égard de la crise du Marché commun. Ils ne sont pas d'accord non plus sur ce qu'il y aura lieu de faire par la suite lorsque la crise surmontée, il s'agira de négocier — en bloc ou séparément — avec la Communauté européenne.

Constatant le manque d'unanimité entre les « sept », M. Lujo Toncic (Parti populaire autrichien) qui présidait dimanche après midi la réunion des parlementaires de l'AELE, s'est demandé en conclusion du débat, si l'organisation des sept allait pouvoir survivre en l'absence d'une politique commune.

Tous ont été cependant d'accord sur un point, à savoir que la crise du Marché commun affecte l'ensemble de l'Europe et freine son unification. Mais les opinions divergent sur ce qu'il convient de faire dans la situation actuelle et ce qu'on fera plus tard.

Pour ou contre la France

Certains, notamment les travaillistes britanniques, préconisent la plus grande prudence et une attitude d'expectative. Il faut à tout prix éviter d'envenimer la querelle entre les « six » ou de prendre position pour les « cinq » ou la France. « Il nous serait difficile par exemple, a dit notamment Maurice Edelman (travailliste britannique) de conseiller à la France d'accepter les conditions des « cinq » que nous-mêmes aurions du mal à accepter ». D'autres orateurs ont estimé qu'il fallait faire savoir à la France qu'elle ne pourrait pas indéfiniment bloquer l'intégration européenne.

Certains ont expliqué qu'ils préféreraient les conceptions du général de Gaulle, c'est-à-dire une Europe confédérale à une Europe supranationale. « La Norvège, a déclaré Torstein Selvik (travailliste norvégien) est certainement en faveur de structures plus lâches que celles prévues par les traités des six ».

Lord Winterbottom (travailliste britannique), d'accord sur ce point avec son collègue norvégien, a lui aussi, déclaré qu'il préférerait la position française, notamment en ce qui concerne le rôle et les prérogatives de la commission de Bruxelles.

En revanche, M. Duncan Sandys (conservateur britannique) estime qu'il n'y a pas de salut pour l'Europe hormis un « élargissement » de la communauté à « six », telle qu'elle est avec ses règles et ses institutions. « Nous devons dire clairement aux six que nous sommes prêts à engager les négociations dès la fin de la crise, en vue de notre entrée au Marché commun et de la mise sur pied d'une union politique », a déclaré M. Sandys.

● Lagos. — On apprend dans les milieux informés que le corps de l'ancien premier ministre nigérien Sir Abubakar Tafewa Balewa, a été retrouvé à 43 km. de la capitale, dans la région de la ville d'Abokuta, en Nigéria occidentale.

Enfin, plusieurs parlementaires ont demandé des aménagements à l'intérieur de l'AELE (dans les secteurs industriels et agricoles), similaires à ceux de la CEE pour faciliter, le moment venu, la fusion des deux zones économiques.

psst!...

Les jours de visite, et particulièrement le dimanche, et plus encore quand ces jours-là le temps n'incite guère aux promenades à pied, les parcs à voitures des hôpitaux sont, c'est bien connu, surchargés. D'autant plus que les nécessités d'agrandissement de ces établissements réduisent souvent à des proportions nettement insuffisantes des emplacements qui n'étaient déjà pas prévus pour la motorisation intensive que nous connaissons.

Il a bien fallu, à l'instar des rues et des places, réglementer ces parcs de stationnement, afin de permettre aux véhicules de service, des médecins, du personnel, de pouvoir circuler et se garer sans encombre. Les visiteurs n'ont pas la priorité, et c'est normal.

Qui dit réglementation dit surveillance. Aussi, les « contractuels » et leurs petits papillons ont-ils fait leur apparition là aussi. J'en ai observé un, l'autre jour, dans une de nos villes romandes. C'était dimanche, précisément. L'hôpital est grand, les places de stationnement peu nombreuses. C'était par dizaines que les voitures devaient repartir, faute de pouvoir se garer. Les conducteurs tentaient de placer leur véhicule dans un petit coin. Mais l'agent de service veillait, son carnet à la main, et distribuait les contredanses à tour de bras.

J'estime qu'il est normal, voire bienfaisant, de punir tous les contrevenants dans la situation actuelle de la circulation routière. Mais cet agent-là m'a déplu, car visiblement il s'amusait avec un air réjoui. Devant la porte, il y avait une vaste place où le stationnement était interdit, mais où trois autocars auraient pu manœuvrer à l'aise. Une automobiliste s'y est arrêtée à côté d'un groupe de personnes qu'elle devait prendre à bord et qui discutaient. Durant cette attente de quelques minutes, l'agent avait déjà verbalisé et n'a rien voulu entendre. La dame s'est fâchée et je l'ai approuvée. J'ai toujours détesté l'application bornée de la loi.

PICHOUX.

PAVILLON DES SPORTS
DE LA CHAUX-DE-FONDS

Samedi 29 janvier 1966
à 20 h. 30

BASKETBALL

MATCH INTERNATIONAL

SUISSE - ALLEMAGNE

Match d'ouverture à 19 h. 30

PRIX DES PLACES:
Hommes Fr. 4.— - Dames Fr. 3.—
Enfants et étudiants Fr. 1.50
Places numérotées Fr. 5.—
LOCATION: Grisel, tabacs, av. L.-Robert 12

DERNIÈRE SEMAINE



Profitez des derniers jours de notre action qui prendra fin le 31 janvier

EHINGER

VOTRE TEINTURIER

Place Neuve 8 - Tél. 3 29 39 (Immeuble Boucherie chevaline Schneider)

Autres dépôts:

Ch. Hausser - Confection - Rue de la Serre 61 - Tél. 21619 - La Chaux-de-Fonds
Mercerie Alexandre Jeanmaire - Jardinière 41 - La Chaux-de-Fonds
Chez Arlette - M^{lle} Béguelin - Rue de la Balance 14 - La Chaux-de-Fonds
Charles Frutiger - Confection et textiles - Rue Andrié 3 - Le Locle
Louis Sieber - Nouveautés - Les Brenets
M^{lle} J. Thiébaud - Rue du Collège 1 - Les Ponts-de-Martel

ITALIE...

du 27 au 28 février 1966

VOYAGE GRATUIT

POUR 2 PERSONNES (en autocar)

Y compris dîner à Milan - visite de la ville avec guides -
souper - hôtel 1^{er} ordre - soirée libre

Le lendemain, visite de la fabrique CANDY à Monza
(fabrication journalière: 2500 machines)

DINER et SOUPER dans restaurants renommés!

Vous bénéficierez de cette aubaine en faisant l'ACHAT d'une
MACHINE A LAVER CANDY, de renommée mondiale!

Programme et renseignements sans engagement au magasin

APPAREILS MÉNAGERS

W. Berger - L.-Robert 132 - Tél. (039) 27518 - La Chaux-de-Fonds

VÊTEMENTS

sur mesures

Réparations

Transformations

M. DONZÉ

TAILLEUR

Rue Jardinière 15
Tél. (039) 2 98 33

LIVRES

d'occasion tous genres,
anciens et modernes. Achat
vente, échange. — Librairie
place du Marché, tél. 2 53 72.



VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS

Taxe des chiens

En vertu des dispositions de la loi sur la taxe
et la police des chiens, du 3 février 1959, les
détenteurs de chiens sont invités à s'acquitter
de la taxe réglementaire pour 1966 au poste
de police, 2^e étage, place de l'Hôtel-de-Ville 1,
jusqu'au 31 janvier 1966, au plus tard.

Bureau ouvert du lundi au vendredi, de 8 h. à
12 h. 15 et de 14 h. à 18 h. 30; samedi, de 8 h. à
12 h. 15.

TAXES

Zone urbaine Fr. 30.—, médaille comprise
Zone rurale Fr. 15.—, médaille comprise

Tout chien trouvé sans collier et sans plaque
sur le territoire de la commune sera saisi par
la police locale et l'autorité communale statuera
sur son sort si son propriétaire ne l'a pas réclamé
dans les trois jours.

La Chaux-de-Fonds, le 10 janvier 1966.
DIRECTION DE POLICE

ABONNEZ-VOUS À NOTRE JOURNAL

Maman chérie,
Que ton repos soit doux
Comme ton cœur fut bon.

Monsieur et Madame André Schwarz et leurs enfants Paul-
Herbert et Martine;

Madame Paulette Schwarz et ses enfants Dominique et
Marie-Christine;

Madame Jacques Egli-Bachmann, ses enfants et petits-enfants;

Monsieur et Madame Edouard Bachmann, leurs enfants et
petits-enfants;

Madame Willy Bachmann, ses enfants et petits-enfants;

Madame Gaston Schwarz, ses enfants et petits-enfants;

Monsieur et Madame Henri-Louis Schwarz, leurs enfants et
petits-enfants;

Monsieur et Madame Poldy Froidevaux,

ainsi que les familles parentes et alliées, ont la profonde
douleur de faire part du décès de

MADAME

Herbert SCHWARZ

née Bachmann

leur chère et regrettée maman, grand-maman, belle-maman,
tante, cousine, marraine, parente et amie, que Dieu a reprise
à Lui samedi.

La Chaux-de-Fonds, le 22 janvier 1966.

L'incinération aura lieu lundi 24 janvier, à 14 h.

Culte pour la famille au domicile, à 13 h. 15.

Domicile mortuaire: rue du Temple-Allemand 117.

Lunettes
von GUNTEN

Verres de contact



OPTICIEN
TECHNICIEN
MÉCANICIEN
DIPLOME

Avenue Léopold-Robert 21

Pour l'homme
et la femme
Circulan
une aide efficace

On cherche:

REPRÉSENTANT (E)

pour la clientèle privée, pour produits cosmé-
tiques, diététiques et chimico-techniques.

Conditions modernes.
Invalides pris en considération.

W. HUMMEL & C^o, BALE, Eidgenossenweg 14.

PRÊTS

Discrets
Rapides
Sans caution

Av. L.-Robert 88
La Chaux-de-Fonds



BANQUE EXEL
Tél. 3 16 12

Le Comité de la Fête de la montre et Bra-
derie chaux-de-fonnière a la douleur de
faire part du décès de

Madame

Herbert SCHWARZ

mère de son dévoué président, M. André
Schwarz.

L'incinération aura lieu le lundi 24 janvier,
à 14 h.

